

Moniteur du Commerce International depuis 1883

Singapour

Guide business

2014



Dossier spécial

Cameroun

Un renouveau du pétrole
et des grands projets

Dossier spécial

Burkina Faso

Un pays en or



L'acteur clé de la logistique
internationale

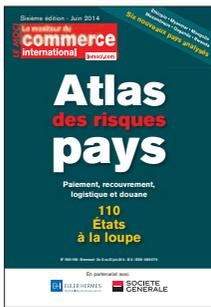


5
continents

42
pays

3500
collaborateurs

un savoir-faire unique
des solutions sur-mesure



Atlas des risques pays - sixième édition, 2014

Notre Atlas, dont c'est la sixième édition cette année, a plus que jamais son rôle pour aider les entrepreneurs à se forger leur propre politique de gestion des risques d'impayés à l'export.

Cette année, il élargit sa couverture à six nouveaux marchés d'Asie et d'Afrique pour lesquels les entreprises françaises commencent à faire part de leur intérêt – Myanmar (Birmanie), Mongolie, Éthiopie, Mozambique, Ouganda, Rwanda – portant à 110 le

nombre de pays couverts cette année.

Que contiennent les fiches ? De quoi les aider à répondre à trois préoccupations concrètes des exportateurs :

- évaluer le risque de non-paiement de leurs clients ou prospects, que ce risque résulte de la situation politique et socio-économique du pays, de la solvabilité du client potentiel lui-même ou de conditions de livraison difficiles ;
- évaluer les risques pesant sur les expéditions de marchandises et le respect des délais ;
- mettre en œuvre les solutions pour anticiper et réduire au mieux ces risques et, in fine, réussir ses expéditions et se faire payer.

Sont ainsi livrées, de façon synthétique, des informations et des recommandations directes et claires sur des points clés tels que les notes de risques pays de différents assureurs-crédits, les meilleures sources d'information sur les entreprises du pays, les délais et pratiques de paiement les plus répandus chez les exportateurs ayant des opérations avec le pays, ou encore les modalités de recouvrement et les conditions de la logistique et des transports.

Toutes les fiches ont été actualisées tant au plan des chiffres clés puisés aux meilleures sources que des notes de risque, informations et conseils livrés par Jean-Claude Asfour, notre expert indépendant du risque pays.



Guide business Chine 2014

Le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France, marqué par la visite du président chinois Xi Jinping en France fin mars dernier, a été clairement l'occasion de renforcer une détente amorcée dès 2012 et de relancer des relations économiques entre les deux pays. Un contexte favorable aux développements des intérêts tricolores en Chine – et des intérêts chinois en France – qui doit profiter tout autant aux grands groupes qu'aux PME.

Décryptage à travers analyses et témoignages.

Également dans ce numéro :

- Dossier spécial Région Grand Est, "les PRIE donnent le goût de l'international aux Régions".
- Dossier spécial Sénégal, "le grand challenge de l'émergence".
- Publicscope Oman, "un marché d'avenir dans le Golfe persique".

Directives européennes : la montée des eurosceptiques plombe l'influence de Paris et Londres

Bien loin de rapatrier le centre de gravité du pouvoir dans leurs pays respectifs, le succès des eurosceptiques aux dernières élections européennes en France et en Grande-Bretagne (FN et UKIP) risque de plomber considérablement l'influence de ces deux pays au sein du Parlement européen (PE), et donc leur capacité à peser sur les directives européennes... Lire la suite sur www.lemoci.com

Commerce extérieur : Fleur Pellerin réhabilite "l'Équipe de France à l'export"

En réhabilitant l'expression « Équipe de France à l'export », invention des années 2007-2008 que n'affectionnait guère son prédécesseur Nicole Bricq, Fleur Pellerin a certainement voulu donner le ton de la nouvelle donne issue du remaniement ministériel du 3 avril : « elle souffrait d'illisibilité », a-t-elle indiqué, « on va essayer (de faire en sorte) que tous ses acteurs travaillent ensemble maintenant que tout est réuni ici »... Lire la suite sur www.lemoci.com

Financements : des « Daily export » seront proposés par Bpifrance à l'automne

La Banque publique d'investissement avance à grands pas dans les métiers du « trade financing », le financement direct du commerce international, avec la préparation d'une offre de « Daily export » prévue d'ici la fin de l'année... Lire la suite sur www.lemoci.com

Normalisation internationale : les entreprises françaises sont à la traîne dans la bataille d'influence

« Sur l'incendie, nous envoyons des groupes de deux ou trois experts aux réunions internationale des groupes techniques européens là où les Allemands en mettent dix ». Régis Cousin, président de la Fédération française des métiers de l'incendie (FFMI) ne croit pas si bien dire : les entreprises françaises sont à la traîne dans la bataille d'influence qui touche à l'élaboration des normes internationales car elles ne s'impliquent pas suffisamment... Lire la suite sur www.lemoci.com

**POUR
CONTACTER
LA RÉDACTION**
01 53 80 74 06

POUR VOUS ABONNER
01 53 80 74 30
abonnement@lemoci.com
Toutes nos offres p. 65

**POUR JOINDRE
LE SERVICE
PUBLICITÉ**
+33 (0)1 49 70 12 07

PLANÈTE

- 3** Mode d'emploi
6 • **France-Iran**
 • **Commerce extérieur**
 • **Normalisation internationale**
 • **Tableau de bord du CI**
 • **The good ideas**

PAYS & MARCHÉS

Agenda

34 Salons, missions et rencontres

Appels d'offres & projets

50 Appels d'offres, projets industriels

FINANCE

58 Assurance prospection : restrictions en vue pour cause de dérive

JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

60 Cessation du contrat d'agent commercial

62 **Fiche douane pratique n° 87**

64 Réglementations

16 GUIDE BUSINESS SINGAPOUR

20 **Trois questions à**
 Jacky Deromédi, présidente de la section Singapour des CCEF

22 **Secteurs Porteurs**
 • Biomédical, chimie...

28 **Réglementation**
32 **Pratique**

36 DOSSIER CAMEROUN

36 **Du pétrole et des grands projets**

Cameroun des CCEF

42 **Entretien avec**

Marie-Andrée Ngwé, présidente de la section

44 **La France 2^e fournisseur derrière la Chine**

46 **Pratique**

52 DOSSIER BURKINA FASO

52 **Un pays en or**

56 **Mines**

54 **Trois questions à**

Nicolas de Lesguern, président de la section Burkina Faso des CCEF

Les exportations d'or s'envolent

57 **Pratique**

Rectificatif : dans l'article « **Chili : des opportunités d'investissement dans les énergies renouvelables** » (*Moci* 1964 du 29 mai), nous avons écrit par erreur que le Chili a réceptionné en 2012 30,32 millions de dollars d'IDE au lieu de 30,32 milliards.

LE MOCI

ÉDITEUR Sedec SA

11 rue de Milan - 75 009 Paris - France
 Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00
 www.lemoci.com

Directeur de la publication

Vincent Lалу

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)

Grand reporter : François Pargny (23)

Ont collaboré à ce numéro : Venice Affre, Héloïse de Menthère, Bernard Parent

Maquette : Delphine Miot, rédactrice graphiste (37)

Pour joindre votre correspondant

par téléphone, composez

le +33 (0) 1 53 80 74 suivi

des deux derniers chiffres du poste.

PUBLICITÉ

Directeur Commercial :

Philippe Chebanco (10)

Directeur de Clientèle Internationale :

Christophe Bonami (01)

Directrice de Clientèle Internationale :

Pauline Conjard (07)

Antenne régionale sud : Karine Rosset

(+33 (0)4 26 84 57 87)

Assistante commerciale

et responsable technique :

Cindy Renaud (14)

Fax de la publicité : +33 (0) 1 49 70 12 69

MOCI EVENEMENTS

Chef de projet pôle Événement :

Benoît de Montmarin

(+33 (0)1 49 70 12 73)

GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe :

Delphine Chêne

Directrice de la diffusion et du Web :

Michèle Marcaillon

Directrice du marketing :

Victoria Irizar

Directeur de la fabrication :

Robin Loison

Webmaster : Pierre Lалу

Comptabilité, gestion :

Évelyne Montecot (08), Valérie Perrin

Conception graphique : amarena

Impression

Imprimerie de Champagne

Rue de l'Etoile de Langres

ZI Les Franchises - 52200 Langres

Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution

L'adresse électronique des

collaborateurs permanents est :

prenom.nom@lemoci.com

Copyright : toute reproduction, même

partielle, des textes et documents parus

dans le présent numéro est soumise à

l'autorisation préalable de la rédaction

Magazine bimensuel.

Photo de couverture : Noppasinw -

Fotolia.com

Abonnement 1 an (24 numéros +

Lettre confidentielle + accès web limité)

285,88 euros TTC.

Service abonnement :

Tél. : 01 53 80 74 30

abonnement@lemoci.com

Tarif étranger : nous consulter

Planète

Une reprise de la croissance mondiale, certes, mais hétérogène (FMI)

Le planisphère des



Si la reprise de l'économie mondiale va se consolider en 2014, elle sera irrégulière selon les pays et les régions du globe, c'est ce que révèle le dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les perspectives économiques mondiales publié en avril.

La zone euro a finalement émergé de la récession et après une longue période de déclin de la production, la croissance a été positive depuis le deuxième trimestre. En 2014, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro devrait s'élever à 1,2 % contre - 0,5 % en 2013. La croissance reste largement tirée par les exportations, bien qu'il y ait eu un renouveau naissant de la demande interne en France, en Espagne, et surtout en Allemagne. En France, le taux de croissance du PIB devrait s'établir en 2014 à 1 % contre 0,3 % en 2013. Outre-rhin, il devrait être de 1,7 % encore loin derrière le Royaume-Uni (2,9 %).

Aux États-Unis, l'économie a crû à un rythme plus rapide que prévu dans la seconde moitié de 2013, tirée par une demande domestique soutenue, une accumulation robuste des stocks et une forte croissance des exportations. Le FMI table sur une croissance du PIB de 2,8 % en 2014 et de 3 % en 2015 contre 1,3 % en 2013.

À l'exception du Japon, la croissance en Asie a accéléré dans la deuxième moitié de 2013 du fait de la reprise des exportations, en particulier vers les États-Unis et la zone euro, et d'une demande intérieure solide. Au Japon, la croissance du PIB devrait ralentir en 2014 à 1,4 % contre 1,5 % en 2013. A contrario, en Corée du Sud la croissance devrait accélérer à 3,7 % en 2014 comparé à 2,8 % l'an dernier. En Chine, la croissance s'est quelque peu rétablie au deuxième semestre 2013 et devrait rester robuste cette année à 7,5 %. Si en Australie, elle doit rester globalement stable à 2,6 %, elle devrait accélérer en Nouvelle-Zélande pour atteindre 3,3 %. La croissance en Afrique subsaharienne reste solide et devrait accélérer en 2014 tandis que l'activité économique en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait demeurer relativement faible en 2014. Après avoir atteint 2,3 % en 2013, la croissance du PIB brésilien devrait ralentir à 1,8 % en 2014. Quant à la croissance dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), elle a ralenti du fait de tensions géopolitiques au début de l'année. En Russie, cette année, le taux de croissance du PIB devrait rester inchangé par rapport à 2013 à 1,3 %.

Venice Affre

perspectives de croissance du PIB dans le monde (en %)



Sources : Fonds monétaire international (FMI) - Perspectives de l'économie mondiale, avril 2014

France-Iran La reprise des échanges victime collatérale de l'affaire BNP Paribas

« Aucune banque française n'accepte de transaction avec l'Iran ». Le sénateur UMP Philippe Marini, président de la Commission des finances du Sénat, était catégorique en rendant compte à la presse, le 12 juin, de la Mission sénatoriale conduite du 22 au 29 avril dans la République islamique. « Société générale qui était un pivot important s'est totalement retirée de ce type d'intervention ».

L'absence de rétablissement de circuits financiers fiables entre la France et l'Iran, et plus largement entre l'Europe et l'Iran, explique, pour les sénateurs français, le « blocage » actuel à une reprise plus franche des échanges commerciaux entre l'Hexagone et la République islamique, dans le cadre du « Joint Plan of Action », l'accord transitoire à propos du nucléaire iranien qui a permis un allègement des sanctions internationales durant la période des négociations. Et à les entendre, tout le monde contourne les embargos, sauf la France. « Dans les usines iraniennes que nous avons visitées, nous avons vu fonctionner des machines outils récentes, venues d'Allemagne ou d'Italie, a indiqué le sénateur Marini. Les entreprises allemandes

peuvent compter sur les Landers Banks qui n'ont pas d'exposition aux États-Unis ». Dans ses recommandations, la mission a même proposé de faire appel à la Banque Postale pour rétablir un circuit financier fiable avec Téhéran, car « elle n'a pas d'exposition aux États-Unis ».

Un effet collatéral des menaces de lourdes sanctions qui pèsent sur BNP Paribas, à laquelle la justice américaine reproche d'avoir contrevenu entre 2002 et 2009 aux embargos américains sur Cuba, le Soudan et l'Iran en utilisant le dollar pour faire des transactions avec ces pays hors du territoire américain ? Sans aucun doute, car si la négociation entre la banque française et la justice américaine arrive à son terme, faisant aujourd'hui la Une des journaux, cela fait des mois que l'instruction suit son cours. Parallèlement, « la France est victime d'un certain centralisme, mais le flou règne et personne ne sait exactement quoi faire » remarque un avocat qui

connait bien ce dossier. Et de remarquer qu'à Téhéran, circule en ce moment une publicité pour des vols directs entre Los Angeles et Téhéran alors qu'à Paris... Si les entreprises françaises, elles, multiplient les signes d'appétit pour un retour en Iran, comme en a témoigné l'importante mission de quelque 130 entreprises emmenée par Medef International en Iran fin janvier, leur principal problème est de trouver une banque pour les suivre, même dans les secteurs « autorisés » durant la période transitoire, comme les produits humanitaires. D'autant plus que la reprise des échanges commerciaux de la République islamique, dans cette phase, doit s'appuyer sur l'utilisation d'avoirs iraniens gelés à l'étranger (4,2 milliards de dollars au total, au Japon notamment). En attendant, elles doivent donc se contenter de « pré-négocier » des contrats. Et de ronger leur frein.

Christine Gilguy

Le principal problème des entreprises est de trouver une banque pour les suivre

Qui sont les premiers fournisseurs « officiels » de la République islamique d'Iran

Les importations iraniennes, bien qu'en baisse de 16,8 % l'an dernier, ont atteint plus de 34 milliards d'euros en 2013 selon les statistiques officielles de la république islamique compilées par la base de données GTIS-GTA. Depuis le début de l'année 2014, elles se redressent : + 16,1 % sur la période janvier-avril 2014 (12,9 milliards d'euros). Qui sont les heureux gagnants de cette reprise, qu'ils soient les pays d'origine des biens ou de simples pays de transit pour des marchandises venues d'ailleurs ? Sans conteste un groupe de quatre pays qui arrivent en tête des fournisseurs : Émirats arabes unis (+ 40,3 %) n° 1, traditionnelle plaque tournante du commerce vers l'Iran ; la Chine (+ 55,5 %) n° 2, l'Inde (+ 51 %) n° 3 et la Turquie (+ 16 %) n° 4. Le 5^e, la Corée du sud est davantage à la peine (-11,7 %). Ces cinq pays font partie, avec Taïwan, de ceux « autorisés » par les États-Unis à acheter du pétrole ira-

nien. Les biens importés par Téhéran relèvent de l'industrie, des produits alimentaires, l'automobile... La France, continue sa chute libre : elle n'est plus qu'au 16^e rang des pays fournisseurs sur les 4 premiers mois de l'année 2014. Certains pays européens s'en sortent mieux : les achats en provenance d'Allemagne connaissent un frémissement, plaçant ce pays au 6^e rang des fournisseurs de l'Iran sur les 4 premiers mois de l'année, derrière la Corée du Sud. Et le Royaume Uni semble revenir en force (+39,9 %), à la 8^e place. Mais l'Italie est à la peine avec un recul de 24 % dans les importations iraniennes. Globalement, la France est en chute libre dans les achats iraniens (481 millions d'euros en 2013, en recul de - 43,5 % sur 2012), et a été rétrogradée au 13^e rang des fournisseurs l'an dernier, derrière la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume Uni.

C. G.

Commerce extérieur

Continuité sur les grandes orientations, ajustements sur certains aspects

Très attendue depuis le rattachement, pour la première fois, du Commerce extérieur au ministère des Affaires étrangères et du développement international (MAEDI), la première intervention publique de Fleur Pellerin sur le Commerce extérieur a eu lieu le 3 juin au Quai d'Orsay, à l'occasion de la présentation du bilan 2013 d'Ubifrance. Elle confirme la continuité dans les grandes orientations, avec des ajustements sur certains aspects.

Bien que le lieu et l'événement choisis aient une portée symbolique non négligeable – la politique de commerce extérieur s'énonce désormais au Quai d'Orsay et non plus à Bercy –, cette intervention de la secrétaire d'État au Commerce extérieur, à la Promotion du tourisme et aux Français de l'étranger a confirmé la poursuite des grandes orientations qui avaient été posées sous l'ancien gouvernement de Jean-Marc Ayrault par son prédécesseur Nicole Bricq.

D'abord, elle s'est inscrite dans la continuité du Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi de 2012. Fleur Pellerin a ainsi rappelé son objectif premier : augmenter le nombre d'entreprises qui exportent dans la durée – 120 000 actuellement – pour endiguer le déficit commercial hors énergie évalué à 13,5 milliards d'euros en 2013.

Dans ce contexte, les axes stratégiques d'Ubifrance ont été réaffirmés alors que le bilan de l'agence, présenté par son président Jean-Paul Bacquet et commenté brièvement par sa toute nouvelle directrice générale, Muriel Pénicaud (voir



Fleur Pellerin, secrétaire d'État chargée du Commerce extérieur.

son portrait p. 12), a été salué par la secrétaire d'État : fusion avec l'Afii (Agence française pour les investissements internationaux), recentrage sur des accompagnements plus ciblés et dans la durée, en fonction des priorités gouvernementales, accompagnement sur mesure de 1 000 PME et ETI de croissance sur trois ans. « Les entreprises ont besoin (...) d'un réducteur d'incertitudes », a plaidé Fleur Pellerin, et le rôle de l'opérateur Ubifrance doit être de leur « apporter un support utile ».

Pour autant, le mot d'ordre est aussi à la poursuite des partenariats et des rapprochements entre les différents acteurs du dispositif de soutien à l'internationalisation de l'économie. Muriel Pénicaud, qui, comme sa ministre de tutelle, emploie volontiers l'expression « équipe de France à l'export » que n'aimait guère Nicole Bricq (ex. ministre du Commerce extérieur), a insisté : « On ne réussira que si on travaille en équipe, on va continuer cette logique de partenariat », a-t-elle affirmé, citant notamment, comme partenaires, Bpifrance, mais aussi les Régions

et les chambres de commerce et d'industrie (CCI).

La fusion annoncée d'Ubifrance avec l'Afii fait partie des priorités de sa feuille de route, de même que le rapprochement avec Sopexa. Car Fleur Pellerin a indiqué que le nouvel ensemble aurait un rôle pivot dans le dispositif public en étant « le bras armé de l'État au service de l'attractivité de nos territoires et de l'internationalisation des entreprises ». « Notre équipe de France à l'export souffrait d'illisibilité » a-t-elle lancé, « on va essayer que tous ses acteurs travaillent ensemble maintenant que tout est réuni ici », au MAEDI.

Côté priorités sectorielles à l'export, les quatre « familles de produits » qui avaient été portées par Nicole Bricq ont été réaffirmées : « mieux se nourrir », « mieux se soigner », « mieux communiquer », « mieux vivre en ville ». Fleur Pellerin a toutefois décidé d'en ajouter deux : une sur l'expertise française en matière de tourisme et l'autre sur les industries culturelles, du design aux jeux vidéo en passant par l'industrie du spectacle ou de l'audiovisuel. De même, des ajustements sont à attendre sur de gros chantiers tels que les maisons de l'international ou la marque France.

Christine Gilguy

Bilan Ubifrance en avance sur ses objectifs

Les chiffres du bilan d'Ubifrance pour 2013 sont plutôt flatteurs : 7 600 PME et ETI différentes accompagnées sur l'année en France et à l'étranger par ses agents, avec près de 11 000 prestations délivrées dans le cadre d'opérations collectives et 5 400 accompagnements individuels. Par ailleurs, alors que le Pacte de croissance lui fixait pour objectifs spécifiques, à l'horizon 2015, d'assurer un accompagnement per-

sonnalisé à 1 000 PME et ETI de croissance et d'atteindre les 9 000 VIE en poste, Ubifrance estime être en avance : 446 PME et ETI faisaient l'objet d'un accompagnement personnalisé à l'international à fin avril 2014 – grâce à ses chargés d'affaires internationaux (CAI) chez Bpifrance – tandis que la barre des 8 000 VIE en poste avait été franchie fin décembre 2013, 600 de plus que fin 2012.